

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité



MINISTRE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME

Programme de développement de la pêche maritime

Décembre 2015

PROFIL DE PROJET D'INVESTISSEMENT BANCABLE

Pays	République de Guinée
Secteur d'activité	Pêche et aquaculture
Titre du Programme proposé	Programme de développement de la pêche maritime
Zone du Programme	Couverture nationale
Durée du Programme	5 ans
Coût estimé	
	Coût en devises 95 552 468 \$ US
	Coût en monnaie locale 40 951 057 \$ US
	Total136 503 525 \$ US

Financement envisagé

Répartition par source de financement			
	GNF	\$ US	%
Bailleurs	818.129.051.762	109.202.820	80%
Gouvernement	102.266.131.470	13.650.353	10%
Bénéficiaires	102.266.131.470	13.650.353	10%
Total	1.022.661.314.702	136.503.525	100,00%

TABLE DES MATIERES

Equivalences et abréviations	4
I CONTEXTE DU PROGRAMME	5
A. Origine du programme	5
B. Généralités	5
C. Opportunités et défis sectoriels	6
D. Politiques et stratégies en la matière de développement de la pêche maritime.....	7
E. Principales institutions/programmes et projets en cours d'intervention ou en vue dans le domaine du développement de la pêche maritime.....	8
II ZONE ET CIBLES DU PROGRAMME	8
III JUSTIFICATION DU PROGRAMME	9
IV OBJECTIFS ET STRUCTURE DU PROGRAMME	9
V DESCRIPTION DU PROGRAMME.....	10
VI COÛT DU PROGRAMME.....	13
VII SOURCES DE FINANCEMENT ENVISAGÉES.....	14
VIII DISPOSITIF INSTITUTIONNEL	15
IX ASSISTANCE TECHNIQUE	15
X BÉNÉFICES ET RISQUES	15
XI PREALABLES ET PROBLEMES EN SUSPENS.....	17

Equivalences et abréviations

Equivalence monétaire (18/10/2015)

Unité monétaire = franc guinéen (GNF)

1 000 GNF = 0,13 \$US

1 \$US = 7491,8308 GNF

1 UC (= 1 DTS) = 10540,1466 GNF

1 € = 8964,2 964 GNF

Abréviations

BSD:	Bureau de Stratégie et de Développement
CSRP:	Commission Sous Régionale des Pêches
CNSHB:	Centre National de Recherche Halieutique de Boussoura
CNSP:	Centre National de Surveillance et de protection des pêches
DAAF:	Division des Affaires Administratives et Financières
DSRP:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
FAO:	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IDA:	Association internationale de développement
LPDPA:	Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
MA:	Ministère de l'Agriculture
MEEF:	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
MEPA:	Ministère de l'Élevage et des Productions animales
NEPAD:	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NTIC:	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
ONP:	Observatoire national des pêches
ONSPA:	Office national de contrôle sanitaire des produits de pêche et d'aquaculture
PAMPA:	Programme d'appui au Ministère des Pêches et de l'Aquaculture
PASAG:	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PIB:	Produit intérieur brut
PNB:	Produit national brut
PNIASA:	Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PRAO:	Projet régional des pêches en Afrique de l'ouest
PTA:	Plans de travail annuel d'activités
UA:	Union Africaine
UGC:	Unité de gestion et de coordination du Programme
VMS:	Système de surveillance des navires par satellite
ZEE:	Zone économique exclusive

I CONTEXTE DU PROGRAMME

A. Origine du programme

En septembre 2013, le Gouvernement de la République de Guinée a organisé les Etats généraux de la pêche qui ont permis de larges concertations sur la situation du secteur des pêches et de l'aquaculture en Guinée, et conduit à l'élaboration d'un Document Cadre de Politique des Pêches et de l'Aquaculture (DOCPA). .

Le Document Cadre de Politique des Pêches et de l'Aquaculture a été finalisé en 2015 et couvrira la période 2016-2020. Il sera mis en œuvre à travers quatre (4) programmes prioritaires, dont le programme de développement de la pêche maritime, objet de la présente initiative. Ce programme vise à lever les contraintes structurelles qui freinent le développement de la pêche maritime en Guinée, à savoir notamment : i) l'insuffisance des infrastructures d'accueil : port, quai, équipement de froid, ii) l'insuffisance des infrastructures et équipements de traitement des produits halieutiques, iii) le manque de matériels et d'intrants de pêche.

En vue du financement de ce programme prioritaire, les plus hautes autorités du pays ont requis l'assistance technique de l'Agence du NEPAD, pour la formulation d'un projet d'investissement bancable dont le but est de développer la pêche maritime en Guinée.

Ce programme met également en œuvre les orientations du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui considèrent la pêche et l'aquaculture comme un secteur porteur de croissance, faisant partie des principaux piliers de l'économie nationale dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

B. Généralités

La République de Guinée s'étend sur une superficie de 245 857 km². Situé au bord de l'océan atlantique, le pays est entouré du nord au sud par la Guinée Bissau, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone. Selon le dernier recensement d'avril 2014, la Guinée compte 10,63 millions d'habitants, dont plus de la moitié sont des femmes. Le taux d'accroissement de la population est estimé à 3,1% par an. A ce rythme, la population pourrait dépasser les 10 millions en 2020. Il faut relever qu'en dépit des progrès réalisés ces dernières années, la République de Guinée est classée parmi les pays les moins avancés, avec un PNB par tête de l'ordre de 550 \$EU.

La Guinée dispose d'importants potentiels halieutiques en milieu marin et continental. Sur le plan maritime, la Guinée dispose d'un vaste plateau continental, dont la largeur atteint les 100 milles. Néanmoins l'essentiel des ressources halieutiques se situe dans des profondeurs de 0 à 15 m, n'excédant que rarement la zone des 12 milles nautiques.

Le potentiel halieutique exploitable est estimé entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an. Il est composé de quatre grands groupes d'espèces : les poissons pélagiques et les poissons de fond (démersaux), les céphalopodes et les crevettes.

La pêche maritime a deux composantes : une composante pêche artisanale et une composante pêche industrielle.

La pêche artisanale maritime assure la majeure partie des débarquements. Elle contribue de manière significative à la sécurité alimentaire des populations, assure l'approvisionnement des unités de traitement de poisson exportatrices et de la filière traditionnelle de transformation (fumage, séchage, salage...). Elle est également pourvoyeuse de nombreux emplois qui contribuent à résorber le chômage dans le pays.

La pêche industrielle guinéenne est pratiquée par une flotte composée de bateaux céphalopodiers, crevettiers, poissonniers démersaux et poissonniers pélagiques qui sont essentiellement composés de bateaux étrangers. Les licences de pêche sont concédées en fonction de l'espèce cible, les caractéristiques techniques du navire, le type de pêche, le statut des navires et la durée de l'activité de pêche.

Au niveau continental, les ressources en eau de la Guinée sont constituées de 6.250 km de réseau fluvial avec 1.161 cours d'eau comprenant 23 bassins fluviaux dont 14 internationaux. Environ 12% de la superficie totale du pays se trouve dans le bassin du fleuve Sénégal, 39% dans le bassin du Niger et 49% dans les bassins côtiers. Les ressources en eau de surface renouvelables sont estimées à 226 km³/an. A l'heure actuelle, seul le bassin du haut Niger en Haute Guinée a fait l'objet d'études systématiques sur le potentiel. Dans cette zone il est estimé qu'annuellement 5.000 à 8.000 tonnes de poissons peuvent être pêchées sous réserve d'une pluviosité normale et donc d'une inondation suffisante.

L'aquaculture en Guinée est encore très peu développée. Les expériences aquacoles développées en Guinée pendant les deux dernières décennies concernent :

- La crevetticulture à travers le Projet d'Aquaculture de Crevette de Koba (SAKOB) qui a été mis en œuvre pendant plus de 8 ans.
- La pisciculture : des actions pilotes ont été mises en œuvre, essentiellement en Guinée forestière, sous forme de volet ou de projet de développement. La production annuelle de pisciculture est estimée à 200 tonnes, avec une moyenne par ha de 1 tonne.

C. Opportunités et défis sectoriels

Les opportunités pour développer le secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée sont nombreuses. Il s'agit entre autres de:

- l'existence d'un important potentiel halieutique maritime, aquacole et continental ;
- la volonté politique affirmée du Gouvernement à accompagner le développement du secteur ;
- la disponibilité des partenaires techniques et financiers à accompagner les efforts du Gouvernement;
- l'existence d'un secteur privé engagé dans le développement sectoriel ;
- l'existence d'un cadre juridique rénové régissant le fonctionnement du secteur.

Parallèlement à ces opportunités, de nombreux défis doivent être relevés afin que le potentiel de développement économique et social de la pêche soit exploité de manière optimale au bénéfice des acteurs et de la nation toute entière. Ces défis concernent en particulier :

- la préservation des ressources halieutiques sérieusement menacée par la surexploitation et l'importance de la pêche INN ;
- la restauration des écosystèmes menacés par l'effet combiné de la pollution industrielle minière, des incursions répétées des navires industriels dans la zone réservée à la pêche artisanale, de la destruction de la mangrove (principale nurserie de la côte guinéenne) ;
- la valorisation des produits de la pêche maritime, handicapée par le manque d'infrastructures de débarquement, de conservation et de traitement des produits de la pêche ;
- la réouverture de l'accès aux marchés européens, fermés, suite à la mesure de suspension intervenue en 2007 du fait des non respect des normes sanitaires ;
- le renforcement des institutions de la gestion des pêches et de l'aquaculture, en particulier dans le contrôle et la réglementation, la surveillance des pêches, la recherche halieutique, la cogestion.

D. Politiques et stratégies en la matière de développement de la pêche maritime

Le développement de la pêche maritime constitue une priorité de la politique sectorielle et à ce titre, il figure parmi les programmes prioritaires du Document Cadre de Politique des Pêches et de l'Aquaculture. Dans le cadre du développement de la pêche maritime, le Gouvernement privilégie cependant la pêche artisanale en raison des caractéristiques spécifiques et des atouts de ce sous secteur, notamment le potentiel de ressources exploitables, le taux élevé de valeur ajoutée induit par la pêche artisanale et ses activités connexes, l'importance des emplois générés, sa contribution avérée à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté.

Les axes stratégiques d'intervention en matière de développement de la pêche maritime, tels que définis dans le Document Cadre de Politique des Pêches et de l'Aquaculture portent sur :

- i) L'accroissement et l'amélioration des services aux secteurs de production : cet axe concerne en particulier la création ou l'amélioration d'infrastructures adéquates pour le débarquement, la conservation, la transformation et la distribution des produits halieutiques dans les sites de pêche artisanale. En pêche industrielle, le projet phare sera la construction d'un port de pêche industrielle, condition nécessaire pour le débarquement et la transformation des produits sur place.
- ii) La modernisation de la flotte à travers la construction et la vulgarisation des barques en fibre de verre ainsi que la relance de la motorisation et l'acquisition d'équipements de pêche ;
- iii) Le développement d'une flotte industrielle privée nationale qui constitue un enjeu majeur pour l'intégration de la pêche industrielle à l'économie nationale.

E. Principales institutions/programmes et projets en cours d'intervention ou en vue dans le domaine du développement de la pêche maritime

Plusieurs institutions, partenaires au développement agissent dans différents domaines en soutien à la pêche maritime. Les domaines d'appui sont variés et portent notamment sur le renforcement du système de contrôle des produits halieutiques et la création d'infrastructures d'appui à la pêche artisanale.

La Banque Mondiale, le Fonds de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) et le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) appuient le développement de la pêche maritime à travers le Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest de la République de Guinée. Ce projet d'un montant de 1 686 000 USD vise l'augmentation durable de la richesse globale générée par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées. Sa composante 3 appuie l'identification et la mise en œuvre des mesures pour augmenter les profits tirés des ressources halieutiques, en augmentant la part de la valeur ajoutée des captures.

La coopération japonaise à travers la JICA finance l'aménagement du port de kaporo. Il s'agit d'améliorer des conditions d'accostage, de manipulation, de conservation des produits de pêche et de garde des intrants de pêche

Le Maroc va subventionner l'aménagement de deux points de débarquement de pêche maritime. Il s'agit d'améliorer les conditions d'accostage et de traitement des produits de pêche afin d'assurer la sécurité alimentaire des communautés de pêcheurs

L'union européenne Programme appuie la valorisation des produits halieutiques à travers le programme EDES « Renforcement de la sécurité sanitaire des aliments dans les pays ACP en se basant sur l'analyse des risques ». Son objectif est de renforcer la capacité des acteurs à produire des aliments sûrs destinés aux consommateurs locaux, régionaux et internationaux. Le programme appuie les producteurs, exportateurs et structures de contrôle de qualité des Pays ACP

Le NEPAD soutient un projet de renforcement des capacités de l'ONSPA qui vise à rendre performant le système d'inspection et d'assurance qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture. Les objectifs spécifiques du projet sont : i) renforcer les capacités de l'Autorité Compétente et des laboratoires ; ii) garantir la qualité sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture.

II ZONE ET CIBLES DU PROGRAMME

Le programme couvre l'ensemble du territoire national. Il cible :

- Les communautés de pêche
- Les opérateurs de la pêche industrielle
- Les agents et structures de l'administration des pêches et de la recherche halieutique
- Les organisations professionnelles

III JUSTIFICATION DU PROGRAMME

Le programme se justifie d'abord par rapport à sa contribution au DSRP qui considère que le secteur de la pêche et de l'aquaculture est potentiellement un secteur porteur de croissance pour l'économie nationale. La pêche en général et la pêche maritime en particulier contribuent à la sécurité alimentaire, à la création et à la diversification des sources d'emplois. De façon spécifique, le programme de développement de la pêche maritime vise à ce que la Guinée améliore les bénéfices tirés de l'exploitation de ses potentialités halieutiques. Ces potentialités halieutiques ne sont pas pleinement exploitées à l'instar d'autres pays de la sous région en raison de la faiblesse des politiques de soutien au développement de la pêche maritime qui ont été menées jusqu'ici. Cette faiblesse se manifeste notamment dans le déficit des infrastructures d'appui aux productions dans les filières industrielles et artisanales et le manque de capacités du secteur privé national pour investir dans les différents maillons de la filière halieutique (production, transformation et commercialisation).

Dans la filière de la pêche artisanale, le Gouvernement vise l'implantation d'infrastructures de pêche le long de la côte en vue de parvenir à un développement maîtrisé et planifié de la pêche basé sur l'érection de pôles de développement dans des localités cibles. Cette stratégie va contribuer à mettre fin à la pléthore et à la création spontanée de lieux de débarquement non aménagés. Outre les infrastructures techniques liées à la pêche, ces pôles seront dotés d'infrastructures sociales permettant d'améliorer les conditions de vie des acteurs de la pêche. Ils permettront aussi de déployer au niveau local, les services déconcentrés de l'administration des pêches et la recherche halieutique, contribuant ainsi à améliorer les fonctions de suivi, de contrôle et de réglementation des pêches. La promotion de la pêche artisanale maritime qui est une priorité du gouvernement requiert aussi des mesures d'appui aux producteurs pour leur permettre d'être dans les meilleures conditions d'exploitation de la ressource. Entrent dans ce cadre, la relance de la motorisation, la mise en place de systèmes de crédits adaptés, l'accès à des technologies respectueuses de la qualité des produits et de l'environnement (acquisition et vulgarisation de pirogues en fibre de verre)

Au niveau de la filière de pêche industrielle, l'absence de port de pêche n'incite pas au débarquement des captures des flottes opérant dans la ZEE guinéenne, ce qui constitue un handicap pour la génération d'activités connexes à terre, créatrices de valeur ajoutée (usines de transformation, chantiers navals, entrepôts frigorifiques, usines d'emballage etc.). Au déficit infrastructurel, s'ajoute l'absence de flotte privée nationale dont la conséquence est la faible intégration de la pêche industrielle à l'économie nationale avec de faibles effets économiques et sociaux induits qui sont quasi inexistants.

Le développement de la pêche maritime en Guinée nécessite que soient levées ces contraintes structurelles qui pèsent sur les filières de la pêche artisanale et de la pêche industrielle

IV OBJECTIFS ET STRUCTURE DU PROGRAMME

- *Objectif global*

L'objectif global du programme est d'améliorer la contribution de la pêche à la sécurité alimentaire, à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté

- *Objectifs spécifiques*

Les objectifs spécifiques consistent à :

- Aménager la pêche artisanale côtière ;
- Moderniser et renforcer les moyens de production des pêcheurs artisans ;
- Mettre en place des infrastructures favorisant le débarquement des captures de la pêche industrielles sur le sol national.

▪ *Stratégie globale de mise en œuvre*

Le programme sera mis en œuvre à travers deux composantes :

- a) Composante 1 : Appui au développement de la pêche artisanale maritime
- b) Composante 2 : Appui au développement de la pêche industrielle maritime

Pour chaque composante, il s'agit de mettre en place les conditions permettant d'augmenter la valeur ajoutée des activités menées, et de générer des effets induits importants au plan social à travers la création et/ou la consolidation d'emplois, une amélioration des revenus des acteurs de la filière ainsi qu'une meilleure disponibilité du poisson à l'intérieur du pays. Cette stratégie de développement de la pêche maritime sera aussi mise en cohérence avec les plans d'aménagement des pêcheries pour éviter que le développement de la pêche maritime ne se traduise par des incitations en faveur du surinvestissement et de la surexploitation des pêcheries maritimes.

V DESCRIPTION DU PROGRAMME

Composante 1: Appui au développement de la pêche artisanale maritime

Objectifs spécifiques :

Les objectifs spécifiques visés consistent : i) à aménager la pêche artisanale côtière, ii) à moderniser et à renforcer les moyens de production des pêcheurs artisans.

Stratégie de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette composante sera basée sur les orientations suivantes :

- i) rationaliser les points de débarquement en limitant leur nombre actuel qui est pléthorique ; ceci permettra de sélectionner des points de débarquement et d'en faire des pôles de développement qui intègrent d'une part, des infrastructures et équipements visant à soutenir les activités des opérateurs de la filière, d'autre part des infrastructures sociales pour améliorer les conditions de vie des populations dépendantes des pêches côtières. Ces pôles de développement vont également permettre de structurer la déconcentration de l'administration des pêches et la recherche halieutique, rapprochant donc mieux leurs missions des réalités du terrain ; dix (10) pôles de développement seront aménagés y compris les points de débarquement bénéficiant actuellement d'infrastructures ;
- ii) traduire la priorité accordée à la pêche artisanale, en modernisant et en renforçant ses moyens de production

Activités

Les activités à mener consisteront à :

- a) Réaliser une étude de faisabilité portant sur l'aménagement de village de pêcheurs
- b) Construire des infrastructures de pêche, comprenant :
 - Des quais de débarquement ;
 - Des blocs sanitaires (latrines) ;
 - Des hangars de fumage ;
 - Des plates formes couvertes ;
 - Des bâtiments administratifs ;
 - Des locaux pour fabriques de glace, chambres froides et groupes électrogène;
 - Des bâtiments techniques (entretien de moteur hors bord)
 - Des aires de ramandage et des boxes ;
 - Des aires de lavage et de découpe des produits de pêche ;
 - Des aires pour les stations de carburant ;
 - L'électrification, l'adduction d'eau potable et l'électrification ;
 - L'installation de Balises ;

Les aménagements seront optionnels en fonction de la spécificité des pôles de développement

- c) Construire des infrastructures sociales comprenant notamment :
 - Des postes/ centres de santé ;
 - Des forages ;
 - Des écoles ;
 - Des voies d'accès ;
- d) Fournir des équipements notamment :
 - Des fabriques de glace et chambres froide ;
 - Des groupes électrogènes ;
 - Des unités d'énergie solaire ;
 - Des balises et lampadaires ;
 - Des cuves à carburant ;
 - Des équipements de sécurité en mer.
- e) Former les bénéficiaires sur les thèmes suivants:
 - Sécurité en mer ;
 - Gestion des infrastructures ;
 - Techniques de pêche ;
 - Alphabétisation fonctionnelle ;
 - Hygiène et salubrité

- f) Construire et vulgariser 50 barques en fibre de verre par an soit 250 barques sur les 5 ans incluant les sous activités suivantes :
 - Réalisation d'une étude de faisabilité sur les caractéristiques techniques des barques et simulation économique ;
 - Identification et recensement des potentiels utilisateurs ;
 - Identification et choix d'un constructeur ;
 - Construction des barques

- g) Mise en place d'un système de crédit à la pêche artisanale pour appuyer la relance de la motorisation et l'acquisition des équipements de pêche
 - Mise en place d'un système de crédit à la pêche artisanale pour l'achat d'équipements de pêche incluant les activités suivantes :
 - Etude de faisabilité du système de financement à mettre en place
 - Recherche et dotation d'une ligne de crédit
 - Mise en place de l'organisation du système de crédit et définition des procédures, conditions et modalités des prêts
 - Financement des opérateurs de la pêche artisanale

Composante 2 : Appui au développement de la pêche industrielle maritime

Objectifs spécifiques

L'objectif spécifique visé est de créer des infrastructures favorisant le débarquement des captures de la pêche industrielles sur le sol national.

Stratégie de mise en œuvre

En Guinée, la pêche industrielle est quasiment offshore et donc faiblement intégrée à l'économie nationale. La stratégie de mise en œuvre à travers cette composante est de créer les incitations nécessaires qui conduiront les navires de pêche industriels nationaux et étrangers pêchant dans la ZEE guinéenne et dans d'autres pays de la sous région à débarquer leurs captures sur le sol national. Pour la pêche étrangère, l'incitation majeure est la réalisation d'un port de pêche industrielle alors que pour la pêche nationale, il s'agit en premier lieu de se doter d'une flotte nationale industrielle.

Activités

Les activités à mener comprendront :

- a) Réalisation modulaire du port de pêche industrielle : cette activité inclue deux sous activités :
 - la réactualisation de l'étude de faisabilité intitulée « Pôle de valorisation des produits de la mer à Kamsar » réalisée en 2003
 - la réalisation de la première phase de la construction du port incluant les études diverses, la construction du quai, le réseau eau et électricité et l'acquisition de divers équipements

b) Appui à la création d'une flotte nationale de pêche industrielle : cette activité inclue les sous activités suivantes

- Etude de faisabilité d'un mécanisme de financement de la pêche industrielle
- Recherche et dotation d'une ligne de crédit à la pêche industrielle
- Mise en place du système de crédit

VI COÛT DU PROGRAMME

Les coûts totaux du Programme incluant les imprévus s'élèvent à 1022,661 Milliards de francs guinéens, soit 136, 503 Millions de \$ US. La composante 2 absorbe une part prépondérante des besoins de finalement du Programme, soit 77%.

Estimation du Programme par composantes			
COMPOSANTES		COUT	
		GNF	USD
I.	Aménagement des villages de pêcheurs		
	Etudes 10 sites : topographie géotechnie APS Etudes d'exécution et spécification techniques	674.264.772	90.000
	Construction infrastructures de pêche	69.155.359.502	9.230.769
	Construction infrastructures sociales	2.305.176.403	307.692
	Equipements	1.872.957.700	250.000
	Fabrique de glace	2.996.732.320	400.000
	Chambre froide	1.872.957.700	250.000
	Groupe Electrogène	403.405.121	53.846
	Energie Solaire	2.051.607.897	273.846
	Formation	749.183.080	100.000
	Modernisation et renforcement de la flotte pêche artisanale		
	Etudes et construction barques fibre de verre	19.403.841.772	2.590.000
	Etudes et financement pêche artisanale	52.442.815.600	7.000.000
	Sous total composante 1	153.928.301.867	20.546.153
II.	Constitution flotte pêche industrielle		
	Etudes et financement de la flotte nationale industrielle	74.918.308.000	10.000.000
	Etudes et financement du port pêche industriel	707.978.010.600	94.500.000
	Sous total composante 2	782.896.318.600	104.500.000
III	Gestion du programme		
	Equipement	1.872.957.700	250.000
	Fonctionnement	3.745.915.400	500.000
	Personnel et AT du programme	4.465.131.157	596.000
IV	Coûts de base	946.908.624.724	126.392.153
	Imprévus physiques (5%)	47.345.431.236	6.319.608
	Hausse des prix (3% composé)	28.407.258.742	3.791.765
	COUT TOTAL	1.022.661.314.702	136.503.525

VII SOURCES DE FINANCEMENT ENVISAGÉES

La Guinée a connu ces deux dernières années d'importants chocs dont l'épidémie d'Ebola qui a sévi en 2014. En 2013, les investissements dans le secteur minier ont ralenti et la conjoncture mondiale a été marquée par la baisse des cours internationaux des produits miniers. Dans ce contexte, synonyme de difficultés budgétaires, la Guinée devra compter essentiellement sur l'engagement de la communauté des bailleurs de fonds pour financement ce programme prioritaire, essentiel au développement sectoriel. Aussi l'hypothèse posée est un niveau de participation du Gouvernement et des bénéficiaires à hauteur de 20 %.

80% du financement du Programme sera recherché auprès des partenaires au développement de la Guinée.

Répartition par source de financement			
	GNF	\$ US	%
Bailleurs	818.129.051.762	109.202.820	80%
Gouvernement	102.266.131.470	13.650.353	10%
Bénéficiaires	102.266.131.470	13.650.353	10%
Total	1.022.661.314.702	136.503.525	100,00%

VIII DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le dispositif institutionnel pour la mise en œuvre du Programme sera basé sur :

La mise en place de deux cellules de mise en œuvre respectivement chargées de l'exécution de la composante « appui au développement de la pêche artisanale maritime » et de la composante « appui au développement de la pêche industrielle maritime ». Ces cellules de mise en œuvre émaneront de la Direction nationale de la pêche et seront placées sous la tutelle de la division pêche artisanale et de la division pêche industrielle. Elles seront chargées de façon générale : i) de la planification, l'exécution et le suivi des plans de travail annuels (PTA) d'activités, ii) l'élaboration et le suivi des conventions de partenariat avec les institutions associées à la mise en œuvre du Programme, iii) la coordination, la gestion et le suivi-évaluation des activités de la composante concernée

un Comité de pilotage de chaque composante qui sera mis en place pour orienter et superviser l'exécution de la composante, apporter des correctifs si nécessaire. Ce Comité devra être présidé par le Secrétaire Général du MPA et comprendra des représentants de la Direction nationale de la pêche, du BSD, de l'ONP, de l'ONSPA, du CNSP, et des organisations professionnelles

IX ASSISTANCE TECHNIQUE

Le Programme comporte des besoins d'assistance technique dans divers domaines : i) une assistance technique de courte durée pour la réalisation des études de faisabilité (études sur les mécanismes de financement de la pêche artisanale et industrielle par exemple) ; ii) une assistance technique de longue durée dans le domaine du génie civil pour appuyer la réalisation des pôles de développement, et en matière d'aménagement portuaire pour superviser les études et la réalisation du pôle de valorisation des produits de la mer à Kamsar.

X BÉNÉFICES ET RISQUES

A. Bénéfices

Bénéficiaires

Les bénéficiaires finaux du programme sont la population guinéenne, les acteurs professionnels (artisans et industriels) et leurs organisations représentatives, l'ensemble des services publics impliqués dans la mise en œuvre plan stratégique de développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Bénéfices

Les bénéfices attendus de la mise en œuvre du programme seront obtenus à travers :

- Une capacité accrue de la pêche artisanale à exploiter le potentiel halieutique disponible avec comme conséquence une meilleure disponibilité des produits halieutiques pour les utilisateurs
- Une amélioration de la qualité et de l'hygiène des produits halieutiques débarqués, gage d'une valorisation accrue ;
- Un développement des chaînes de valeur dans les filières artisanales et industrielles grâce aux infrastructures de soutien qui seront créés ;
- Une amélioration des conditions de vie des populations dépendantes de la pêche côtière grâce aux infrastructures sociales créées dans les pôles de développement ;
- Un environnement institutionnel et réglementaire notablement amélioré grâce à la déconcentration induite par les pôles de développement

Ces bénéfices concourront à :

- Améliorer la rentabilité des activités menées par les opérateurs privés ;
- Améliorer la contribution du secteur à la sécurité alimentaire
- Accroître la contribution du secteur au PIB via l'accroissement de la rente, aux recettes budgétaires, et à l'apport de devises

L'étude approfondie révélera la rentabilité financière, économique et sociale du programme.

B. RISQUES POTENTIELS

Les risques potentiels auquel le Programme est exposé portent sur : i) la faiblesse des capacités institutionnelles existantes qui peut nuire à l'efficacité de mise en œuvre des activités du Programme ; ii) une mauvaise utilisation des infrastructures qui seront créées à cause de l'incapacité des organisations professionnelles à les cogérer dans de bonnes conditions ; iii) une réticence des pêcheurs artisans à adopter des techniques de production plus modernes ; iv) une mobilisation insuffisante ou tardive des contreparties budgétaires de l'Etat au Programme. Ces risques seront atténués ou jugulés grâce à un engagement fort de l'autorité sectorielle et des autorités nationales autour des objectifs du Programme se traduisant par la mise en place de dotations budgétaires appropriées, une politique soutenue de renforcement des capacités des acteurs publics et privés, la mise en œuvre d'une démarche participative et une bonne sensibilisation des professionnels sur les enjeux du Programme .

XI PREALABLES ET PROBLEMES EN SUSPENS

Des préalables ou problèmes qui devraient être résolus avant l'étude détaillée concernent:

- a) Gestion des infrastructures : Mise à disposition des résultats de l'élaboration d'un manuel de procédures de gestion des domaines et des infrastructures de pêche et d'aquaculture
- b) Choix définitif des sites de la pêche artisanale à aménager et descriptif des aménagements proposés